

Lettre recommandée avec demande d'avis de réception au Maire de Marseille

à Marseille, le

M. Jean-Claude GAUDIN
Mairie de Marseille
Quai du Port
13233 Marseille Cedex 20

Objet : **mise en demeure**

Monsieur le Maire,

Le logement que j'occupe avec

, au _____ à Marseille a fait l'objet d'une évacuation suite à un péril imminent, suite à votre décision en qualité de Maire de Marseille.

Je suis hébergé avec ma famille en chambre d'hôtel depuis le _____, dans des conditions qui rendent impossible l'exercice d'une vie familiale normale.

En vertu des dispositions de l'**article L.521-3-2 I** du code de la construction et de l'Habitation CCH, lorsque le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le maire prend les dispositions nécessaires pour les héberger et le cas échéant les reloger dans un local d'habitation décent correspondant à leurs besoins, qui aujourd'hui ne sont dans mon cas pas assurés comme :

.
. .
. .
. .

Conformément aux articles sus- cités et comme le précise d'une part la jurisprudence rendue **le 5 novembre 2003 par la Cour d'Appel de Paris** *«Les offres de relogement des preneurs ayant deux enfants dont l'un est âgé de 9 ans, en hôtels classés économiques, sans précisions sur les conditions exactes des prestations fournies, notamment pour la préparation des repas, ne correspondent pas aux besoins des occupants, pour des travaux devant durer huit mois et alors que le bailleur est, par ailleurs, propriétaire d'autres immeubles dans la même commune. Sauf meilleur accord des parties, il y a lieu d'ordonner au bailleur de notifier aux preneurs, trois offres de relogement, portant sur un appartement de quatre pièces au moins, meublé ou non meublé, répondant aux normes réglementaires et usuelles d'habitabilité. Ces offres devront contenir une description détaillée du logement ainsi que les prestations comprises dans le relogement temporaire»*.et d'autre part la **décision du 16 décembre 2009 de la même cour**, confirmant en appel l'obligation d'une collectivité publique à assurer dans les mêmes conditions l'hébergement ou le relogement des occupants suite à la carence du propriétaire, **je vous demande en conséquence et expressément de remédier à cette situation sous huitaine, en me proposant un hébergement ou le cas échéant un relogement répondant aux besoins essentiels de la vie familiale quotidienne.**

Dans l'attente je vous prie de recevoir, Monsieur le Maire, mes respectueuses salutations